

Point de Presse du Conseil d'Etat

7 octobre 2010

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, vice-président du Conseil d'Etat

M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Région transfrontalière	4
Un pas de plus pour le développement des infrastructures de transport	4
Intégration des infrastructures du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois dans le plan directeur cantonal.....	5
Genève-Confédération	6
Travailleurs étrangers : Genève demande une hausse du contingent des permis de travail.....	6
Genève	7
Le Conseil d'Etat avalise la fermeture du MOA Club.....	7
Avant-projet de loi sur les arts et la culture et délégation du Conseil d'Etat.....	7
Bernex : plan localisé agricole en vue de créer des serres de production hors sol.....	8
Construction de seize nouveaux logements à Lancy	8
Nouvelle conseillère municipale à Meyrin.....	9
Nouveau conseiller municipal à Troinex	9
Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy	9
Agenda des invitations à la presse	10

Région transfrontalière

Un pas de plus pour le développement des infrastructures de transport

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil un [train de lois](#) portant sur le développement des infrastructures ferroviaires et sur les infrastructures cantonales de transport issues du [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#).

Ces lois permettront au canton de Genève de réaliser les infrastructures de transport suprarégionales indispensables à son développement, dans les domaines ferroviaires et routiers, ainsi que de transports publics et de mobilité douce. En outre, ce train de lois met en œuvre le projet d'agglomération franco-valdo-genevois et la convention-cadre conclue le 21 décembre 2009 par les cantons de Genève et de Vaud avec les Chemins de fer fédéraux (CFF) et l'Office fédéral des transports (OFT), ayant pour but d'améliorer l'offre ferroviaire entre Lausanne et Genève-Aéroport (voir [FAO du 8 janvier 2010](#)).

Ces infrastructures de transport bénéficient de financements fédéraux au moyen de contributions directes ou de subventions. Toutefois, leur réalisation s'inscrit dans des planifications fédérales qui dépendent non seulement des besoins des agglomérations, mais également des disponibilités financières de la Confédération.

Or, les financements fédéraux sont loin d'être garantis, car tant le fonds d'infrastructure que celui pour les grands projets ferroviaires ne suffisent pas à financer tous les projets déposés à Berne par les cantons. La Confédération n'est par conséquent pas en mesure d'allouer dès à présent aux CFF les fonds utiles aux études et réalisations des infrastructures ferroviaires nécessaires au développement de l'offre entre Lausanne et Genève-Aéroport. C'est pourquoi les cantons de Genève et de Vaud ont convenu de préfinancer ces projets. Le projet de loi genevois accorde une enveloppe budgétaire de 169 millions de francs, dont 121 millions devraient être remboursés par la Confédération.

Quant à la libération des crédits en faveur du trafic d'agglomération, elle est non seulement conditionnée par les engagements financiers préalables des cantons, mais ne sera de surcroît probablement pas effective avant 2015. Par ailleurs, la Confédération ne s'engagera pas dans des projets que les cantons n'auraient pas déjà soutenus par des lois spécifiques de mise en œuvre et de financement. Il convient donc, d'une part, d'assurer préalablement le financement global de la part cantonale du Projet d'agglomération et, d'autre part, d'avancer si nécessaire la contribution fédérale. La nouvelle loi sur les infrastructures de transport issues du projet d'agglomération accorde une enveloppe budgétaire de 150 millions de francs pour des réalisations sur sol genevois, dont à déduire une contribution fédérale de 51 millions de francs.

[Voir dossier de presse complet en cliquant sur ce lien.](#)

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 31 12 ou 079 240 83 67.

Intégration des infrastructures du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois dans le plan directeur cantonal

Le Conseil d'Etat a adopté une mise à jour partielle du [plan directeur cantonal \(PDCn\)](#) permettant d'y intégrer les mesures d'infrastructures figurant dans le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois.

Cette mise à jour répond aux attentes de la Confédération, qui rappelait en 2009, dans son rapport d'examen du Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, que « toutes les infrastructures qui nécessitent une inscription dans le plan directeur et qui bénéficient d'un cofinancement de la part de la Confédération dans le cadre d'un projet d'agglomération doivent être ancrées dans le plan directeur correspondant au plus tard au moment de la conclusion de la convention de prestations ». Or, le Conseil national a accordé, le 21 septembre dernier, une subvention de 186 millions de francs pour soutenir les projets d'infrastructures dans l'agglomération franco-valdo-genevoise pour les années 2011 à 2014.

La version mise à jour du plan directeur cantonal adoptée ce jour par le Conseil d'Etat devra être validée par la Confédération avant fin 2010.

Cinq fiches du plan directeur cantonal sont touchées par ces modifications : 1.06 Projet d'agglomération, 2.08 Voies urbaines structurantes, 4.02 CEVA, 4.03 Desserte ferroviaire régionale, 4.04 Réseau de tram. Cette mise à jour a aussi été l'occasion d'adapter la fiche 2.07 Hameaux, comme cela avait été annoncé lors de la mise à jour du PDCn de 2006. Une actualisation générale du contenu des fiches n'a pas été effectuée, car une révision complète du plan directeur cantonal est en cours, dont l'adoption est prévue pour fin 2012.

Cette mise à jour mineure et partielle ne remet pas en cause les orientations du plan directeur cantonal. Elle relève donc de la seule compétence du Conseil d'Etat, qui en informera le Grand Conseil.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Leutenegger, directeur de la planification directrice cantonale et régionale, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 11.

Travailleurs étrangers : Genève demande une hausse du contingent des permis de travail

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure de consultation lancée par le Département fédéral de justice et police, portant sur un [projet de révision](#) de l'[ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative \(OASA\)](#).

Dans sa réponse, le canton de Genève approuve le principe selon lequel les contingents pour l'admission de travailleurs étrangers puissent être libérés sur une base trimestrielle plutôt que sur une base annuelle. Cette souplesse accrue devrait permettre d'éviter de bloquer des dossiers importants pendant plusieurs mois en attendant le nouveau contingent.

En revanche, le Conseil d'Etat rappelle une nouvelle fois que les contingents pour l'admission de travailleurs étrangers extra-européens sont insuffisants pour répondre aux besoins de l'économie genevoise, fortement liée au secteur international (organisations gouvernementales et non gouvernementales, sociétés multinationales, entreprises suisses orientées sur les marchés internationaux, etc.). Ainsi, pour 2010, le contingent annuel attribué à Genève s'élevait à 100 permis B, tandis que 465 permis ont déjà été accordés à ce jour, en puisant dans la réserve fédérale.

Le Conseil d'Etat rappelle que Genève présente la particularité de faire examiner les dossiers de demandes d'autorisations de travail par une commission tripartite, au sein de laquelle siègent trois représentants du patronat, trois représentants des syndicats, un représentant de l'administration fiscale pour l'imposition à la source, un représentant du département de l'économie et un représentant de l'office cantonal de l'emploi chargé d'examiner plus spécifiquement le respect de la priorité du marché local. Cette procédure rigoureuse permet d'assurer que les permis B accordés à Genève tiennent compte des besoins prioritaires de l'économie genevoise tout en garantissant le respect des conditions de travail locales.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Le Conseil d'Etat avalise la fermeture du MOA Club

Le Conseil d'Etat a avalisé la décision du service du commerce ordonnant la fermeture du MOA Club. Cette décision fait suite à la rencontre du 4 octobre dernier entre les représentants du MOA Club, du propriétaire des lieux ainsi que du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES) et du département des constructions et des technologies de l'information (DCTI).

Lors de cette rencontre, les représentants du MOA Club ont été informés de la volonté des autorités de procéder à la fermeture des lieux. En effet, malgré le processus de concertation initié par le Conseil d'Etat en 2009, le MOA Club n'a pas été en mesure de remplir toutes les conditions exigées par la loi en vue d'obtenir les autorisations nécessaires à son exploitation.

Le MOA Club a été dûment informé des exigences nécessaires à sa réouverture.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Avant-projet de loi sur les arts et la culture et délégation du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté un rapport sur la consultation relative à l'avant-projet de loi sur les arts et la culture rédigé par une commission externe constituée à cet effet (CELAC). Cette consultation a été menée à la demande du Conseil d'Etat, entre le 5 mai et le 9 juin 2010.

Parmi les 206 institutions ou personnes invitées à se prononcer, 85 ont répondu, soit un taux de participation de 41%. Le Conseil d'Etat constate que 90% des participants – communes, acteurs culturels, partis politiques – ont donné une appréciation positive sur l'ensemble du texte de l'avant-projet soumis par la CELAC. Il relève la qualité du travail effectué par le président et les membres de la commission et les en félicite vivement.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs constitué une délégation à la révision de la [loi sur l'accès et l'encouragement à la culture](#), formée de MM. Charles Beer (président), David Hiler et Mark Muller. Les travaux de la délégation seront appuyés par un groupe interdépartemental qui réunira pour la première fois un représentant par département sur une thématique culturelle.

Le projet de loi devrait être finalisé en 2011. Le rapport de la consultation ainsi que l'intégralité des commentaires (« Verbatim »), figurent sur le site du service cantonal de la culture : www.ge.ch/scc/dossiers/rapport_consultation_culture.asp.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 73.

Bernex : plan localisé agricole en vue de créer des serres de production hors sol



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé agricole situé sur le territoire de la commune de Bernex, entre les chemins des Cornaches et du Pont, au lieu-dit « Les Ruttets », au sud du village de Lully. ce plan prévoit la création de serres totalisant une surface de 42'237 m², d'une hauteur maximum de six mètres à la sablière. Le périmètre est constitué de cinq parcelles sises en zone agricole et totalisant 45'570 m². Il se trouve compris dans le secteur de la plaine de l'Aire et de la zone agricole spéciale (ZAS) désignée par le [plan directeur cantonal](#), dans le cadre duquel il s'inscrit pleinement.

En effet, la révision partielle de la [loi fédérale sur l'aménagement du territoire](#), entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2000, a ouvert la zone agricole à des constructions servant à une production non tributaire du sol, ce qui a nécessité l'établissement de mesures de planification précisant les parties de la zone agricole concernées.

Le schéma directeur du plan directeur cantonal a ainsi défini les critères ([fiche 3.01](#)) et les périmètres dévolus aux zones agricoles spéciales en confirmant la vocation maraîchère et horticole des plaines de Veyrier-Troinex, de la plaine de l'Aire (communes de Bernex, Perly-Certoux et Confignon) et, partiellement, des communes de Bardonnex, Plan-les-Ouates, Collonge-Bellerive et Satigny.

Le 3 décembre 2009, le Conseil administratif de la commune de Bernex a émis un préavis comportant des réserves, auxquelles le Conseil d'Etat a répondu. La procédure d'opposition au projet de plan localisé agricole ouverte du 28 avril au 28 mai 2010 a suscité trois oppositions, que le Conseil d'Etat rejette parallèlement à l'adoption du plan.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Construction de seize nouveaux logements à Lancy

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation d'un immeuble de logements situé au Vieux-Chemin d'Onex n° 12 et 12A, à Lancy.

La construction, de trois étages sur rez-de-chaussée, prévoit huit logements à vendre de type PPE (propriété par étages) ainsi que huit appartements à louer de type HM (habitation mixte). Un parking souterrain de dix-neuf places ainsi que trois places extérieures seront également réalisés.



Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté le 28 juin 1989 par le Conseil d'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.

Nouvelle conseillère municipale à Meyrin



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Rosalba Hayes** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Meyrin.

Elle remplace M. Albert Mizrahi, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « UDC ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nouveau conseiller municipal à Troinex



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Johannes-Potter Van Loon** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Troinex.

Il remplace M. Marc Truan, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Libéral ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Nouveau conseiller municipal à Pregny-Chambésy



Le Conseil d'Etat a proclamé M. **Nicolas Mooser** élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal de la commune de Pregny-Chambésy.

Il remplace M. Laurent Wulser, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Radical ».



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
11 novembre dès 8h15 (journée entière)	10 ^e Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DCTI	Raphaèle Gross ☎ 022 327 94 24